

SÉISME AU PAKISTAN**70 000 sans-abri, des centaines d'enfants en danger**

Le séisme dans le sud-ouest du Pakistan a fait plus de 70 000 sans-abri, a annoncé hier l'Unicef, dont près de la moitié sont des enfants déjà atteints pour certains, selon un responsable local, de maladies pouvant être mortelles faute de soins.

L'aide humanitaire continuait à progresser hier dans les villages du Baloutchistan, une région pauvre et montagneuse frappée mercredi par le séisme de magnitude 6,4 qui a fait au moins 215 morts, pourrait atteindre 300 tués, et a détruit des milliers de maisons de terre séchée.

Des camps de tentes, installés par l'armée ou par des organisations humanitaires, hébergent une partie des rescapés, mais beaucoup continuent à passer les nuits dehors, par des températures inférieures à zéro, faute d'abris ou par crainte des répliques.

Le tremblement de terre «a fait plus de 70 000 sans-abri, dont environ 30 000 enfants», a déclaré dans un communiqué le Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (Unicef), en s'inquiétant «des besoins urgents pour les femmes et les enfants», de plus en plus

aigus à mesure que les températures chutent. «A l'approche de l'hiver, les besoins les plus urgents sont les abris, l'eau potable, la nourriture, les vêtements chauds et l'aide médicale», a souligné l'Unicef.

«En raison du froid, des centaines d'enfants sont soignés pour des pneumonies, des maladies intestinales, des diarrhées et des affections respiratoires», a expliqué le docteur Ayub Kakar, responsable pour la Santé du district de Ziarat, au cœur de la zone sinistrée.

Des milliers de tentes, des couvertures et des vêtements sont arrivés dans la région, mais en nombre insuffisant. Les médicaments, en particulier les antibiotiques, manquent aussi, souligne Ayub Kakar.

«Nous craignons que le bilan ne s'alourdisse. Ces maladies, si elles ne sont pas soignées à

temps, peuvent être mortelles», a-t-il ajouté. «Beaucoup de femmes n'ont pas été emmenées dans les dispensaires et les hôpitaux, en raison des traditions de cette société très conservatrice», explique le médecin.

Pour l'Unicef, l'une des priorités est d'assurer l'approvisionnement en eau potable.

«Les enfants sont particulièrement vulnérables aux maladies comme la diarrhée et le choléra. La plupart des sources ont été endommagées, et environ 12 000 personnes à Ziarat manquent d'eau et sont approvisionnées par des camions-citernes», selon l'Unicef.

Des responsables locaux ont accusé le gouvernement de ne pas faire assez pour venir en aide aux rescapés, et certains villageois affirmaient hier n'avoir encore reçu aucune aide.

«Certains d'entre nous ont fabriqué des tentes avec des vêtements. Personne du gouvernement ne s'est inquiété de notre sort», déclarait Allah Noor, 55 ans, professeur dans le village de Ahmadoon.

«Nos enfants ne dorment pas la nuit, à cause du froid et des secousses qui continuent à faire trembler les montagnes», a-t-il ajouté, en expliquant que

les villageois n'osaient pas même retourner dans leurs maisons «pour chercher de la nourriture, par peur des répliques».

Des habitants d'un autre village, Khanozai, ont barré une route pour protester contre l'absence de secours. «Nos enfants meurent, aidez-nous», s'écriait l'un d'eux, Mohammad Khan.

L'armée a fourni jusqu'à présent 2 000 tentes et 15 tonnes de rations alimentaires, a indiqué un responsable des secours, le général Mohammad Khan, en promettant une aide supplémentaire dès hier.

«Personne se sera plus sans abri, sans couvertures et sans tentes dès vendredi», a-t-il assuré.

Plusieurs pays et organisations internationales ont promis leur assistance au Pakistan, dont les Etats-Unis qui ont annoncé jeudi une aide d'un million de dollars.

PROCHE-ORIENT**L'UE condamne les violences antipalestiniennes de colons israéliens**

L'Union européenne a exhorté hier le gouvernement israélien à mettre fin sans délai aux exactions anti-palestiniennes commises par des colons israéliens à Hébron, en Cisjordanie.

L'UE «condamne une fois de plus dans les termes les plus forts les actes de violence et la brutalité», dont ont été victimes «des civils palestiniens», selon un communiqué diffusé par la présidence française de l'UE.

Le texte appelle le gouvernement israélien «à prendre les mesures nécessaires pour

mettre un terme immédiat» aux violences «dans le respect de ses obligations internationales».

Dimanche, plusieurs dizaines de colons avaient lancé des pierres contre des maisons, endommagé des tombes d'un cimetière musulman et crevé les pneus de plusieurs voitures appartenant à des Palestiniens près de la colonie de Kyriat Arba, selon des témoins palestiniens.

Ils entendaient protester contre l'évacuation peu auparavant par l'armée et la police israéliennes d'un bâtiment occupé par un colon qui voulait ainsi créer une colonie sau-

vage, ont ajouté les témoins. Plusieurs colons ont été interpellés.

Et hier, un photographe palestinien travaillant pour l'Agence France-Presse a été blessé lorsque des colons juifs ont lancé des pierres sur un groupe de journalistes à Hébron. Il était venu avec d'autres journalistes constater les dégâts causés à une maison palestinienne après le démantèlement par la police dans la nuit d'un point de colonisation sauvage.

Hébron est un haut lieu de tensions entre Palestiniens et Israéliens depuis son occupation en 1967.

ÉTATS-UNIS**Deux hommes inculpés pour avoir pendu un mannequin à l'effigie d'Obama**

Deux hommes ont été inculpés jeudi dans le Kentucky (centre-est) pour avoir pendu un mannequin à l'effigie du candidat démocrate à la Maison Blanche, Barack Obama, dernier incident d'une série prenant pour cible le sénateur noir, a-t-on appris de source policière.

Le mannequin avait été pendu mercredi à un arbre du campus de l'Université du Kentucky, rappelant les nombreux lynchages qui ont eu lieu par le passé dans cet ancien Etat esclavagiste.

Sa découverte a été immédiatement condamnée par le gouverneur du Kentucky et le président de l'université, tandis qu'une lettre d'excuses était envoyée à M. Obama par le maire de Lexington au nom de tous ses administrés.

Les deux hommes, Joe Fischer, 22 ans, un étudiant de l'université, et Hunter Bush, 21 ans, de Lexington, se sont rendus au commissariat de police du

campus et ont été inculpés pour conduite inappropriée et vol par effraction, selon la police de l'université.

Ils ont indiqué qu'ils avaient pendu ce personnage en réponse à un incident similaire en Californie, qui avait visé la candidate à la vice-présidence républicaine Sarah Palin, dont l'effigie avait été pendue au toit d'une maison.

La semaine dernière, deux jeunes néonazis ont été arrêtés dans le Tennessee (sud) pour avoir proféré des menaces de mort contre Barack Obama dans le cadre d'un projet de tuerie

raciste, ravivant la crainte d'un attentat contre le sénateur noir.

Selon une copie du procès-verbal dont l'AFP s'est procuré une copie lundi, les deux jeunes du Tennessee envisageaient de tuer 102 Noirs, avec pour but ultime de tenter d'«assassiner le candidat à la présidentielle Barack Obama», qui serait le premier président noir américain s'il était élu le 4 novembre.

Le mois dernier, quatre étudiants d'une petite faculté chrétienne ont avoué avoir pendu un mannequin à l'effigie de Barack Obama à un arbre dans l'Oregon (nord-ouest).

Fin août, trois hommes, dont un armé et un autre connu pour ses sympathies pro-nazies, avaient été arrêtés à Denver (Colorado, ouest) lors de la convention démocrate où le sénateur avait été officiellement intro-

nisé candidat. Au début du même mois, des agents du Secret Service avaient arrêté à Miami (Floride, sud-est) un homme qui avait menacé de tuer le candidat noir.

Le candidat démocrate à la Maison Blanche Barack Obama a minimisé lundi les menaces de mort proférées à son encontre.

«Je pense que ce qui a été frappant dans cette campagne est le degré à quel point ces groupes haineux ont été marginalisés. Ce n'est pas l'Amérique. Ce n'est pas notre avenir», a dit M. Obama à la chaîne de télévision locale de Pennsylvanie (est) KDKA.

«Ce que j'ai découvert, c'est que les gens ici ne se préoccupent pas de la couleur de votre peau. Ce qu'ils essayent de déterminer, c'est qui peut tenir ses engagements», a ajouté le candidat démocrate.

RDC**Kouchner et Miliband à Goma et Kinshasa, peut-être à Kigali**

Les ministres français et britannique des Affaires étrangères, Bernard Kouchner et David Miliband, devaient se rendre hier en République démocratique du Congo (RDC), à Kinshasa, Goma puis Kigali, a annoncé le ministre français des Affaires étrangères.

«Bernard Kouchner partira cet après-midi (hier, ndlr) en République démocratique du Congo, à Kinshasa et à Goma. Il projette de se rendre à Kigali.

Il sera accompagné d'Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la Coopération, ainsi que de son collègue David Miliband, le ministre britannique des Affaires étrangères», a déclaré le porte-parole du ministère Eric Chevallier.

Goma, ville principale de l'est de la RDC et objectif du chef rebelle tutsi congolais Laurent Nkunda, est le théâtre d'une recrudescence des affrontements depuis fin août.

En début de semaine, la rébellion, qui se trouve aux portes de Goma, a pris le dessus sur les troupes régulières dans l'est de la RDC, avant de proclamer un cessez-le-feu unilatéral mercredi.

Mais les combats ont jeté sur les routes des dizaines de milliers de réfugiés, selon les organisations humanitaires.

«La mission franco-britannique partira avec plusieurs objectifs : le premier c'est de porter un message politique très clair de l'Europe pour demander effectivement que la situation se stabilise et que politiquement les différents acteurs acceptent de se parler plus avant», a déclaré Eric Chevallier.

«Le second, c'est de faire un point sur la situation des populations civiles. L'Europe a décidé d'ajouter une contribution importante aux efforts humanitaires pour la zone de Goma», a-t-il précisé.

«Troisièmement, il s'agit d'évaluer la situation sécuritaire», a-t-il ajouté, réaffirmant le soutien de l'Union européenne à la force des Nations unies sur place, la Monuc.

Cette visite intervient au moment où le Comité politique de sécurité (Cops), regroupant les ambassadeurs des pays de l'Union européenne (UE), se réunissait hier à Bruxelles pour examiner l'envoi d'une mission humanitaire.

M. Kouchner, dont le pays préside l'UE, a avancé la possibilité d'envoyer dans l'est de la RDC une force européenne à vocation humanitaire, sous la forme d'un contingent de 400 à 1 500 militaires en soutien à la Monuc.

Cette proposition française a reçu un écho favorable en Belgique, où le ministre des Affaires étrangères Karel De Gucht a évoqué la possibilité d'une mission de 2 000 à 3 000 soldats européens.

Mais plusieurs autres Etats membres, l'Allemagne en particulier, souhaitent privilégier l'option diplomatique.

Jeudi soir, le chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier, a appelé le président rwandais Paul Kagame, qui lui a assuré être favorable à un cessez-le-feu, selon un porte-parole des Affaires étrangères à Berlin.

M. Steinmeier s'est également entretenu avec ses homologues français et anglais des moyens de trouver une solution politique au conflit.